

1 - Actualité nationale et internationale

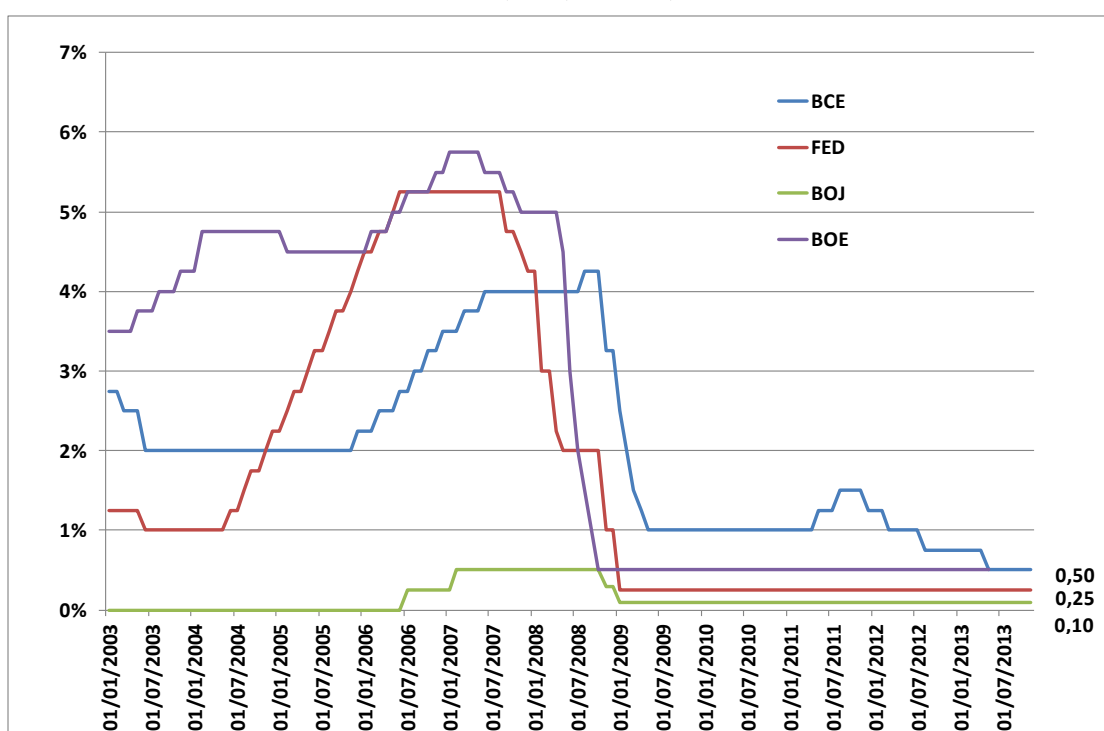
Taux d'intérêt

Baisse des taux directeurs de la BCE

Lors de sa réunion du 7 novembre le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,25 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 25 points de base, à 0,75 %, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt demeurant inchangé, à 0,00 %. Dans sa déclaration introductive M. Draghi a indiqué : « Ces décisions sont conformes aux indications fournies en juillet 2013 sur la trajectoire future des taux directeurs, les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro à moyen terme continuant de s'atténuer selon les dernières indications, à partir de taux d'inflation annuels actuellement bas, inférieurs à 1,00 %. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires et, en particulier, celles du crédit demeurent atones » (...) « L'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. Elle continuera donc également de soutenir la reprise progressive de l'économie reflétée par les indicateurs de confiance jusqu'en octobre. Après la baisse des taux de ce jour, le Conseil des gouverneurs a réexaminé les indications données en juillet sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et confirmé qu'il continue de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels, voire inférieurs, sur longue période (...). Nous sommes prêts à examiner tous les instruments disponibles et (...) avons décidé aujourd'hui de continuer à effectuer les opérations de refinancement sous la forme d'appels d'offres à taux fixe, la totalité des soumissions étant servie, aussi longtemps que nécessaire et au moins jusqu'à la fin du deuxième trimestre 2015 ».

http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosystème_et_international/cp-07112013-is.pdf

Taux directeur des principales banques centrales



Divers

Avis du Comité consultatif du secteur financier (CCSF)

Suite à la demande qui lui en avait été faite par le ministre de l'Economie et des Finances, le CCSF a adopté à l'unanimité le 5 novembre 2013 un avis relatif à l'intégration de frais de tenue de compte dans l'extrait standard des tarifs bancaires et recommande que cette nouvelle rubrique apparaisse dans les plaquettes dont les tarifs entrent en vigueur à partir du 1^{er} avril 2014 et figure sur les sites internet des banques dès le 2 janvier 2014.

http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/telechar/avis_r/avis_frais_tenue_de_compte_05112013.pdf

Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi au mois de septembre en France métropolitaine

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 295 700 à fin septembre 2013. Ce nombre est en hausse de 1,9 % (+60 000), après une baisse de 1,5 % en août (-50 000). Sur un an, la progression du nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 8,1 %.

Avertissement : En raison d'une défaillance dans l'acheminement d'une partie des messages de relance envoyés aux demandeurs d'emploi lors de la campagne d'actualisation du mois d'août, le nombre des sorties des listes pour défaut d'actualisation enregistrées au mois d'août a été inhabituellement élevé. La Dares et Pôle emploi ont publié un communiqué de presse informant de ce dysfonctionnement et présentant une estimation de son impact :

http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/CP_Dares-Pole_emploi_du_30_09_2013.pdf

Stabilité du taux de chômage en ZE17

Selon Eurostat, dans la zone euro (ZE17), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières ressort à 12,2 % en septembre, stable par rapport à août. Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 11 %, stable également par rapport à août. Dans les deux zones, les taux ont augmenté par rapport à septembre 2012, où ils se situaient respectivement à 11,6 % et 10,6 %. Selon les estimations d'Eurostat, 26,872 millions de personnes étaient au chômage en septembre 2013 dans l'UE28, dont 19,447 millions dans la zone euro. Par rapport à août 2013, le nombre de chômeurs a crû de 61 000 dans l'UE28 et de 60 000 dans la zone euro. Comparé à septembre 2012, le chômage s'est accru de 978 000 personnes dans l'UE28 et de 996 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,9 %), Allemagne (5,2 %) et Luxembourg (5,9 %), et les plus élevés en Grèce (27,6 % en juillet 2013) et en Espagne (26,6 %).

Inflation

Baisse continue du taux d'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,7 % en octobre 2013, en baisse par rapport au mois de septembre, où il était de 1,1 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en septembre (1,9 % contre 2,6 % en septembre), suivis des services (1,2% contre 1,4% en septembre), des biens industriels hors énergie (0,4 % stable par rapport à septembre) et de l'énergie (-0,7 % contre -0,9 % en septembre).

Asie/Pacifique

Japon : La baisse des salaires inquiète la BoJ

Selon une annonce du gouvernement, en septembre les salaires de base ont reculé de 0,3 % en glissement annuel enregistrant leur seizième baisse mensuelle consécutive. Face à cette situation la BoJ a fait part de son inquiétude. Le redressement des salaires de base est une condition nécessaire pour que la banque centrale atteigne son objectif d'inflation de 2 % d'ici 2015.

Chine : Des indicateurs positifs et des réformes à venir

L'indice PMI des directeurs d'achat du secteur manufacturier publié par HSBC était de 51,4 en octobre contre 51,1 en septembre. Cet indicateur positif s'accompagne de la publication par la Chine d'un excédent commercial qui bien qu'en diminution en octobre à 3,3 % (31,1 milliard de dollars) est légèrement supérieur aux prévisions. Par ailleurs, lors d'un discours prononcé le 21 octobre le Premier ministre chinois Li Keqiang a fixé un objectif de croissance de 7,2 % qui devrait permettre la création de 10 millions d'emplois nécessaires au maintien d'un taux de chômage sous la barre des 4 % dans les zones urbaines. Des mesures, notamment financières, pour un rééquilibrage entre exportations et demande intérieure devraient être annoncées à l'issue du plenum qui a réuni les 200 membres du Comité central du parti communiste en novembre.

SEPA COM Pacifique

Le projet SEPA (Single Euro Payments Area – espace unique de paiement en euro) s’inscrit dans le prolongement du passage aux pièces et billets en euro : il vise à créer une gamme unique de moyens de paiement scripturaux en euro, commune à l’ensemble des pays européens, permettant aux utilisateurs d’effectuer des paiements dans les mêmes conditions partout dans l’espace européen, aussi facilement que dans leur pays. Le règlement européen n° 260/2012 du 14 mars 2012 fixe des dates butoirs pour la fin de la migration aux moyens de paiement SEPA et l’arrêt des moyens de paiement au format national. Les dates butoirs sont les suivantes :

- 1^{er} février 2014 pour le virement (SCT - SEPA Credit Transfert) et le prélèvement (SDD - SEPA Direct Debit),
- 1^{er} février 2016 pour les produits dits « de niche » (qui recouvrent le Titre Interbancaire de Paiement et le télépaiement en France).

Les collectivités territoriales du Pacifique ne sont pas membres de l’Union européenne et n’appartiennent ni à la zone euro, ni à la zone SEPA. Elles sont cependant concernées par la mise en œuvre des nouveaux moyens de paiement européens. En effet, le CFONB (Comité Français d’Organisation et de Normalisation Bancaire) a retenu une solution dite “SEPA COM Pacifique”, consistant à utiliser le standard SEPA pour les virements et prélèvements en euro échangés entre la République française “zone SEPA” (Métropole et DOM) et les COM du Pacifique ou entre les COM du Pacifique. Cette solution ne s’appliquera pas aux opérations du même type entre le reste de la « zone SEPA », c’est-à-dire les autres pays européens, y compris Monaco, et les COM du Pacifique. Les bases législatives de cette solution ont été posées dans le nouvel article L712-8 du code monétaire et financier, applicable au 1^{er} février 2014.

Le passage au “SEPA COM Pacifique” s’effectuera en effet le 1^{er} février 2014 et devrait permettre de pallier l’arrêt de l’utilisation des formats nationaux des virements et des prélèvements et de maintenir les flux entre les collectivités du Pacifique et le reste du territoire français. Jusqu’au 31 janvier 2014, les virements et prélèvements en euro entre les deux zones géographiques doivent continuer de s’échanger au format actuel. Après cette date, ils ne pourront plus se faire qu’en format SEPA.

Ce nouveau format ne concerne que les messages de paiement échangés entre établissements financiers, qui doivent avoir adapté leurs procédures et leur système d’information d’ici l’échéance. En effet, contrairement à ce qui se passe en Europe, leurs clients n’auront pas à fournir leurs opérations au format SEPA (mais ils pourront le faire pour les opérations en euro si leur système d’information et celui de leur teneur de comptes le permettent).

Tout créancier de l’un des trois COM du Pacifique qui souhaiterait émettre des prélèvements vers la métropole, les DOM ou vers un autre COM, devra obtenir un Identifiant Créancier SEPA (ICS) selon un processus similaire à celui existant pour les Numéros Nationaux d’Emetteur (NNE). Pour faire la demande d’ICS, le créancier devra passer par son teneur de comptes, qui fera la demande à la Banque de France. Ces demandes peuvent être faites dès à présent.

Un créancier pourra ainsi disposer d’un ICS pour émettre des prélèvements en euro vers la métropole, les DOM ou vers un autre COM, ainsi que d’un NNE pour émettre des prélèvements localement en franc Pacifique.

Pour aller plus loin :

Le site de l’IEOM, à la rubrique intitulée SEPA COM PACIFIQUE : <http://www.ieom.fr/ieom/sepa-com-pacifique/>

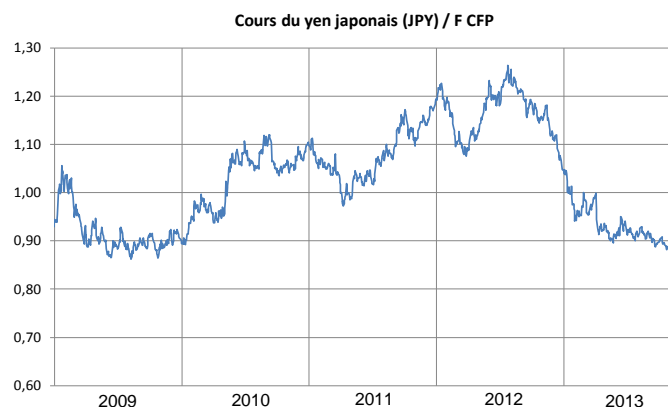
Le site du CFONB où se trouvent les brochures SEPA : <http://www.cfonb.org/>

Le site officiel français sur SEPA : <http://www.sepafrance.fr/>

2 – Actualité régionale

Japon : La baisse des salaires inquiète la BoJ

Selon une annonce du gouvernement, en septembre les salaires de base ont reculé de 0,3 % en glissement annuel enregistrant leur seizième baisse mensuelle consécutive. Face à cette situation la BoJ a fait part de son inquiétude. Le redressement des salaires de base est une condition nécessaire pour que la banque centrale atteigne son objectif d'inflation de 2 % d'ici 2015.



Chine : Des indicateurs positifs et des réformes à venir

L'indice PMI des directeurs d'achat du secteur manufacturier publié par HSBC était de 51,4 en octobre contre 51,1 en septembre. Cet indicateur positif s'accompagne de la publication par la Chine d'un excédent commercial qui bien qu'en diminution en octobre à 3,3 % (31,1 milliards de dollars) est légèrement supérieur aux prévisions. Par ailleurs, lors d'un discours prononcé le 21 octobre le premier ministre chinois Li Keqiang a fixé un objectif de croissance de 7,2 % qui devrait permettre la création de 10 millions d'emplois nécessaires au maintien d'un taux de chômage sous la barre des 4 % dans les zones urbaines.



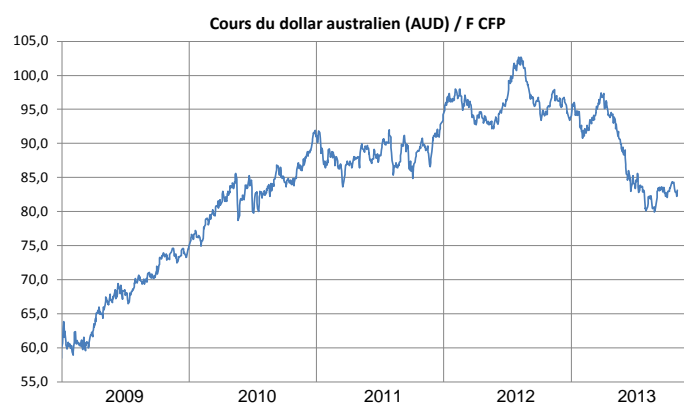
Des mesures, notamment financières, pour un rééquilibrage entre exportations et demande intérieure devraient être annoncées à l'issue du plenum qui a réuni les 200 membres du Comité central du parti communiste en novembre.

Australie : ralentissement de l'inflation

En Australie, l'indice des prix à la consommation ne progresse plus que de 2,2 % sur un an à fin septembre 2013 (après +2,4 % à fin juin). Au troisième trimestre, la hausse des prix a été portée par le prix des carburants.

Le gouverneur de la banque centrale australienne (RBA) est intervenu afin de freiner la hausse du dollar australien qui avait repris près de 9 % face au dollar américain, entre fin août et le 22 octobre.

Lors de sa réunion du 5 novembre, la banque centrale australienne (RBA) a décidé de laisser inchangé son taux directeur à 2,5 %, en raison de la modération de la croissance et d'une inflation encore élevée par rapport à une moyenne historique.



Nouvelle-Zélande : reprise de l'inflation

Après une période de modération, l'indice des prix à la consommation accélère au troisième trimestre, pour atteindre +1,4 % à fin septembre, après +0,7 % à fin juin. L'inflation est stimulée ce trimestre par l'augmentation des prix des loyers, dans un contexte général de hausse des prix de l'immobilier.

La banque centrale de Nouvelle-Zélande a décidé, le 31 octobre, de maintenir son taux directeur inchangé, à 2,5 %.



3 – Brèves économiques locales

XI^e Comité des signataires

Le comité des signataires de l'accord de Nouméa s'est réuni le 11 octobre à Paris. Il a porté principalement sur la mise en œuvre des transferts de compétences et la mission de réflexion sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie. La mission de réflexion sur l'avenir institutionnel du territoire a présenté la synthèse des travaux effectués depuis 3 ans. Sur la question des transferts de compétences, l'Etat a confirmé son implication pour le financement de la construction des deux lycées de Mont-Dore et de Pouembout, ainsi que pour l'accompagnement du transfert de la sécurité civile, au 1^{er} janvier 2014.

Précisions sur le statut de la Nouvelle-Calédonie au FIP (Forum des Îles du Pacifique)

A l'issue du 44^e Forum des Îles du Pacifique (FIP), la Nouvelle-Calédonie qui a actuellement le statut de membre associé du Forum, a obtenu le soutien du Forum dans sa démarche d'accession au statut de membre à part entière du FIP. Le secrétariat du FIP et la Nouvelle-Calédonie se sont ainsi engagés dans un processus collaboratif devant permettre de déterminer précisément les conditions institutionnelles et juridiques de cette évolution statutaire, alors que nombre des secteurs d'intervention du Forum relèvent aujourd'hui de la compétence de l'Etat qui prendra lui-même toute sa part dans ce processus.

6 milliards de F CFP pour les lycées publics

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a adopté le programme prévisionnel d'investissement des lycées publics de la Nouvelle-Calédonie, d'un montant total de 6 milliards de F CFP. Ce programme qui couvre la période 2013-2017, vise à poursuivre leur modernisation, réaliser la maintenance et de l'ensemble du parc et adapter les équipements aux défis pédagogiques du futur.

Rapport d'expertise sur le renouvellement de la centrale électrique de la SLN

Le rapport d'expertise sur le choix du combustible pour le remplacement de la centrale électrique de la SLN, a été publié, le 14 octobre. Ce rapport a recensé les avantages et les inconvénients d'une centrale au charbon ou au gaz. Il donne un avis favorable à la réalisation d'une centrale au charbon, précisant que le coût de fonctionnement d'une centrale au gaz sera plus onéreux qu'une centrale au charbon. Au niveau de l'environnement, une nouvelle centrale (au gaz ou au charbon) permettra de limiter les rejets de dioxyde de soufre, d'oxyde d'azote et de poussières. Toutefois le rejet de CO2 plus important d'une centrale au charbon par rapport au gaz, rend indispensable des mesures de compensation par l'entreprise.

Projet d'un deuxième barrage hydroélectrique dans le Sud

Enercal et le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie sont à l'origine du projet hydroélectrique de la Ouiné près de Yaté dans le sud-est du territoire. Les travaux de construction de ce barrage d'une puissance de 40 mégawatts débuteront en 2017 pour une mise en route en 2020. L'investissement est estimé à 24 milliards de F CFP.

Le premier éco-quartier de l'Outre-mer

Le conseil municipal de Nouméa du 15 octobre a confirmé le choix de la SIC et de la Secal pour réaliser le premier écoquartier de l'Outre-mer. Ce projet s'inscrit dans une démarche de labellisation par le Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement. Dans un souci de préserver l'environnement, la ville s'est engagée à respecter une vingtaine de principes parmi lesquels figurent les énergies renouvelables, la production des déchets, la préservation des ressources en eau, la valorisation de la biodiversité des sols et des milieux naturels. Les premiers travaux sont prévus pour 2015 et des études détaillées devraient permettre d'appréhender le coût de l'opération.

Fonds contre la fracture numérique

Le 22 octobre, le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a voté la mise en place d'un fonds destiné à la lutte contre la fracture numérique. Ce fonds d'un montant de 85 millions de F CFP est destiné à promouvoir des projets innovants « à destination des populations exclues, mal intégrées ou éloignées de la vie numérique ».

L'évaluation des risques professionnels

Au 1^{er} janvier 2014, toute entreprise calédonienne employant au moins un salarié, devra réaliser un dossier d'évaluation des risques professionnels (EvRP). Cette obligation figurant au Code du Travail, se rattache à la loi du Pays n°2009-7 du 19 octobre 2009. Elle concerne les entreprises de tous les secteurs d'activité.

Adoption du ticket-repas

Le 28 octobre, le Congrès a adopté à l'unanimité le projet de loi de Pays sur les tickets-repas. Suivant le même principe que les chèques repas en métropole, les tickets seront financés par le salarié et par l'entreprise. La quote-part des salariés sera variable suivant les accords conclus dans chaque entreprise.

Accord cadre entre Air Calédonie International et Air France

Air Calédonie International et Air France ont renouvelé leur accord commercial. Cet accord cadre, signé le 16 octobre à Paris permettra d'optimiser le taux d'occupation des sièges des deux compagnies. De nouvelles possibilités de correspondances s'ouvrent ainsi pour les passagers calédoniens vers l'Europe ou les destinations asiatiques. Air France et Aircalin s'engagent à promouvoir activement la destination Nouvelle-Calédonie sur le marché de la France métropolitaine et en Europe.

Publications

L'IEOM a publié les notes suivantes :

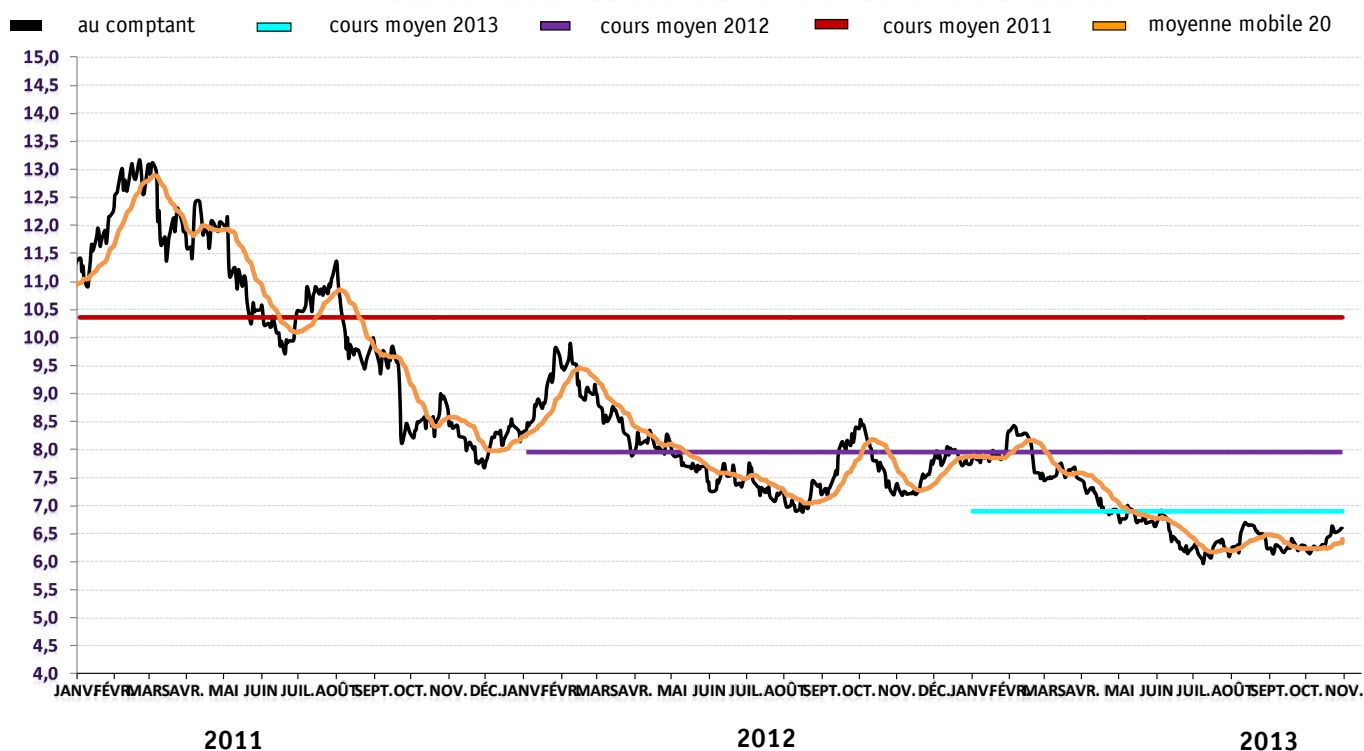
- NE n°108 – Premières tendances - 3^e trimestre 2013
- Infos financières – Suivi des crédits aux entreprises au 30 juin 2013

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		oct.-13	104,5	0,0%	0,7%
Nombre de demandeurs d'emploi		sept.-13	6 122	1,8%	11,7%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	août-13	10 002	21,5%	1,6%
	cumulées	août-13	76 087	-	-7,3%
Importations	mensuelles	août-13	25 533	-0,4%	5,9%
	cumulées	août-13	192 227	-	-5,0%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		oct.-13	6,38	2,1%	-18,4%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		oct.-13	558	0,0%	-22,4%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	août-13	530	ns	8,9%
	cumulées	août-13	2 729	-	-1,9%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	août-13	6 179	6,1%	24,1%
	cumulées	août-13	43 850	-	4,3%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	août-13	8 625	-20,2%	-0,1%
	cumulés	août-13	65 613	-	-4,4%
• Nuitées	mensuels	août-13	50 973	-2,0%	-3,2%
	cumulés	août-13	391 425	-	-5,5%
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		août-13	56%	- 3,3 pts	+ 0,7 pt
• Croisiéristes (p)		cumulés juin-13	145 884	-	6,9%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	sept.-13	10 253	1,6%	-1,0%
	cumulées	sept.-13	91 737	-	0,2%
• Index BT 21 (p)		sept.-13	101,51	-0,2%	2,0%
• IRL (p)		sept.-13	119,63	0,1%	2,7%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	sept.-13	20	-48,7%	-25,9%
	cumulées	sept.-13	852	-	9,5%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	sept.-13	31	-39,2%	-13,9%
	cumulées	sept.-13	1 277	-	17,2%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	sept.-13	469	-2,1%	-0,8%
	cumulées	sept.-13	4 845	-	-14,6%

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	sept.-11	sept.-12	sept.-13	var 12/11	var 13/12
Circulation fiduciaire	14 809	16 117	16 372	8,8%	1,6%
Dépôts à vue	229 322	241 656	263 945	5,4%	9,2%
Total M1	244 131	257 773	280 317	5,6%	8,7%
M2-M1	99 747	103 660	109 179	3,9%	5,3%
Total M3	521 091	561 704	606 340	7,8%	7,9%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	juin-11	juin-12	juin-13	var 12/11	var 13/12
Entreprises	409 560	435 712	454 464	6,4%	4,3%
Ménages	371 959	395 785	405 638	6,4%	2,5%
Collectivités locales	47 887	54 132	67 761	13,0%	25,2%
Autres agents de CCB non ventilés	14 332	14 771	16 483	3,1%	11,6%
Total encours sain	835 693	900 400	944 346	7,7%	4,9%
Créances douteuses brutes	17 467	19 741	21 350	13,0%	8,1%
Total encours brut	853 160	920 141	965 696	7,9%	5,0%

Interdits bancaires

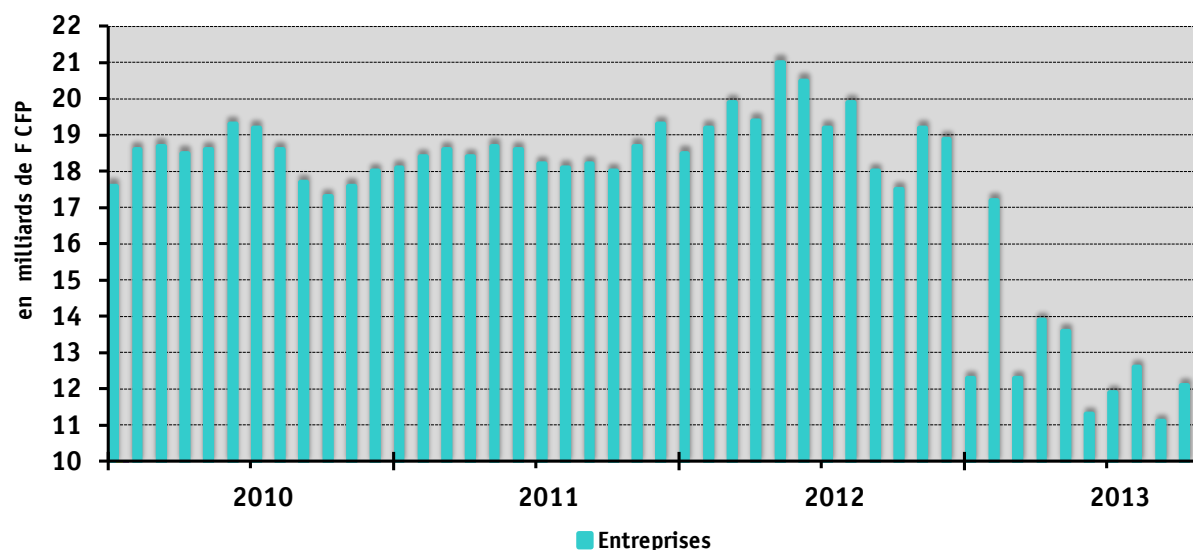
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	oct.-13	7 716	0,2%	9,5%
	dont personnes physiques	oct.-13	6 856	0,2%	9,3%
	dont personnes morales	oct.-13	860	0,0%	11,1%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
	Cotes valides	oct.-13	15 554	2,4%	2,2%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	oct.-13	4 834	6,7%	-3,8%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	oct.-13	12,1	9,3%	-31,1%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var .
Indice des prix à la consommation	oct	103,70	104,45	0,7%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	oct	54 650	57 144	4,6%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	oct	48 067	50 526	5,1%
créations d'entreprises	juin	2 713	2 680	-1,2%
cessations d'entreprises (p)	juin	1 741	1 504	-13,6%
liquidations judiciaires (nb)	juin	73	48	-34,2%
redressements judiciaires (nb)	juin	57	25	-56,1%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	oct	774	860	11,1%
ventes de ciment local (tonnes)	sept	91 540	91 044	-0,5%
importations de ciment (tonnes)	sept	50	693	ns
total ciment (tonnes)	sept	91 590	91 737	0,2%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	25 091	23 276	-7,2%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	sept	5 731	4 340	-24,3%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	sept	2 797	2 879	2,9%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	89 479	90 076	0,7%
dont secteur privé	juin	64 723	64 926	0,3%
dont secteur public	juin	24 756	25 150	1,6%
demandes d'emploi de fin de mois	sept	5 479	6 122	11,7%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	sept	6 445	6 456	0,2%
chômeurs indemnisés	sept	1 818	2 044	12,4%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	oct	887,6	899,3	1,3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	oct	6 273	6 856	9,3%
décisions retraits cartes bancaires	oct	2 797	2 595	-7,2%
incidents paiements sur chèques	oct	29 709	31 015	4,4%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	sept	5 674	4 845	-14,6%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	sept	13 053	11 516	-11,8%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	sept	25 949	24 856	-4,2%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	sept	12 685	12 523	-1,3%
Echanges				
nombre de touristes	août	68 636	65 613	-4,4%
nombre de croisiéristes	juin	136 484	145 884	6,9%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	août	56,6%	55,0%	-1,6 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	oct	8,01	6,92	-13,7%
cours du nickel au LME en \$/lb	oct	7,82	6,38	-18,4%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	août	2 781	2 729	-1,9%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	août	13 126	11 674	-11,1%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	août	42 031	43 850	4,3%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	août	62 702	54 948	-12,4%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	août	751	832	10,8%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	août	1 054	1 246	18,2%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	août	76 882	67 868	-11,7%
part de ces produits dans le total des exportations	août	93,7%	89,2%	-4,5 pts
total des importations (M FCFP)	août	202 361	192 227	-5,0%
total des exportations (M FCFP)	août	82 055	76 087	-7,3%
taux de couverture	août	40,55%	39,58%	-1,0 pt
recettes douanières (M FCFP)	sept	36 964	35 383	-4,3%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	sept	241 656	263 945	9,2%
M1	sept	257 773	280 317	8,7%
M2	sept	361 433	389 496	7,8%
Dépôts à termes	sept	200 230	216 805	8,3%
M3	sept	561 704	606 340	7,9%
P1	sept	3 881	3 712	-4,4%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	5,36%	4,96%	-0,40 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,20%	4,37%	0,17 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,70 %	4,31 %	-0,39 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	juil	6,86 %	7,08 %	0,22 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	juin	920 141	965 696	5,0%
Ménages				
dont crédits à la consommation	juin	395 785	405 638	2,5%
dont crédits à l'habitat	juin	72 136	73 760	2,3%
	juin	317 881	325 743	2,5%
Entreprises				
dont crédits d'exploitation	juin	435 712	454 464	4,3%
dont crédits d'investissement	juin	83 247	84 951	2,0%
dont crédits à la construction	juin	230 640	238 235	3,3%
	juin	109 046	115 268	5,7%
Collectivités locales				
dont d'investissement	juin	54 132	67 761	25,2%
	juin	52 713	65 661	24,6%
Autres agents de CCB non ventilés				
créances douteuses brutes	juin	14 771	16 483	11,6%
taux de créances douteuses brutes	juin	19 741	21 350	8,1%
	juin	2,1%	2,2%	0,1 pt
ensemble des actifs financiers	juin	640 252	697 445	8,9%
Ménages				
Sociétés	juin	350 776	364 728	4,0%
Autres agents	juin	197 036	218 792	11,0%
dont assurances-vie	juin	92 440	113 925	23,2%
	juin	101 819	103 970	2,1%

(p) : provisoire (a) : actualisé

*2011/2012

2 – Actualité régionale

L'environnement de petits États du Pacifique propice aux affaires

Chaque année, la Banque Mondiale effectue un classement de 185 pays en fonction de la qualité de leur environnement des affaires. Chaque État se voit ainsi attribuer un « indice de facilité de faire des affaires » selon l'adéquation de son environnement réglementaire avec les activités commerciales. D'après le classement 2012, les îles Samoa, Fidji et Tonga, classées respectivement 57^e, 60^e et 62^e, sont des pays particulièrement propices aux affaires dans la zone océanienne. L'archipel du Vanuatu, qui a réalisé d'importants efforts en termes de politique économique et d'investissements au cours des dernières années, est classé 80^e au niveau mondial. La Banque Mondiale considère néanmoins la région Pacifique comme « un endroit où il est encore relativement difficile de faire des affaires », selon les propos du directeur du département Océanie de l'International Finance Corporation, une filiale du groupe de la Banque Mondiale. La meilleure destination pour entreprendre ou investir en Océanie demeure la Nouvelle-Zélande, qui est classée troisième au niveau mondial pour la qualité de son environnement des affaires (derrière Singapour et Hong Kong). L'Australie est classée 10^e au niveau mondial. À titre de comparaison, la France, le Luxembourg et la Chine sont respectivement classés 34^e, 56^e et 91^e.

43^e anniversaire de l'indépendance des îles Fidji

Le 10 octobre 1970, les îles Fidji accédaient à leur indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni. À l'occasion de cet anniversaire, le gouvernement de l'archipel a reçu plusieurs messages de félicitations et d'encouragements pour son engagement de retour à la démocratie en 2014. Alors que la promulgation d'une nouvelle constitution, le 6 septembre dernier, constituait un temps fort dans ce processus, la prochaine étape importante portera sur l'organisation d'élections démocratiques en septembre 2014. Depuis son indépendance, les îles Fidji ont essuyé quatre coups d'État, dont le dernier, qui remonte à décembre 2006, avait été commandité par le Premier ministre actuel, le Contre-amiral Franck Bainimarama.

Opération annuelle de surveillance et de police des pêches dans le Pacifique

Le 7 octobre dernier, l'opération annuelle « Kurukuru » débutait sous l'égide de l'Agence des pêches du Forum des Îles du Pacifique. Créée en 2005, cette opération réunit chaque année l'ensemble des États de la région possédant une Zone économique exclusive (ZEE). Elle invite chacun à accroître sa surveillance des activités de pêche dans sa zone maritime et à répertorier le nombre d'infractions observées (pêcheurs en situation illégale, non signalés en zone ou dépassant leurs quotas) pendant la durée de l'opération. Les importants moyens déployés par les nations participantes permettent d'arraisonner des navires suspects dans la zone surveillée, mais aussi de produire un effet dissuasif. Le patrouilleur « La Glorieuse », affecté aux Forces armées en Nouvelle-Calédonie et mobilisé pour l'opération, a ainsi arraisonné un palangrier battant pavillon chinois dans les eaux françaises, début novembre, alors qu'il ne disposait que d'une licence de pêche vanuataise. Lors de l'édition 2012 de « Kurukuru », sur l'ensemble de la zone Pacifique, 323 navires avaient été signalés, 206 arraisonnés et inspectés, et 27 infractions constatées.

3 – Brèves locales

Amélioration des taux de change et décélération de la hausse des prix

Après trois années d'évolution des taux de change défavorable au Territoire, la tendance s'est nettement inversée depuis quelques mois. En effet, depuis le début de l'année 2013, on assiste à une appréciation du franc pacifique vis-à-vis des devises de ses principaux fournisseurs : +16 % par rapport au dollar australien, +7 % par rapport au dollar de Singapour et, dans une moindre mesure, +3 % par rapport au dollar néo-zélandais. Alors que l'appréciation de la monnaie a en général un effet défavorable sur une économie, pénalisant sa compétitivité, elle a pour Wallis-et-Futuna (dont les exportations sont quasi inexistantes) l'avantage de diminuer la facture des importations. Cela explique en partie la décélération de la hausse des prix observée depuis le début de l'année sur le Territoire. Au troisième trimestre, l'indice général des prix est même en baisse, pour la première fois depuis 2009 (-0,24 % par rapport au second trimestre), principalement du fait de la baisse des prix de l'énergie électrique en septembre, mais aussi grâce à une légère baisse des prix des produits alimentaires.

Réunion de la fédération hospitalière régionale du Pacifique Sud à Wallis

La fédération hospitalière régionale du Pacifique Sud constitue une plateforme d'échanges de savoirs et d'expériences entre les hôpitaux des trois territoires français d'outre-mer. Elle s'est réunie à Wallis, du 21 au 23 octobre dernier. À cette occasion (c'était une première pour Wallis-et-Futuna de recevoir cette conférence) a été présenté l'état d'avancement de projets-phares, comme la création d'un service de radiothérapie et l'extension des actes chirurgicaux aux greffes rénales. La direction de l'Agence de santé de Wallis-et-Futuna a rappelé, pour sa part, avoir fait une demande de scanner pour l'hôpital de Sia, au titre de la tranche 2014 du Plan d'Investissement Prioritaire des Outre mers. Par ailleurs, celle-ci a émis le souhait d'augmenter la fréquence des missions de médecins spécialisés à Wallis-et-Futuna, ce qui permettrait de réduire significativement le nombre d'évacuations sanitaires. Enfin, cette réunion a permis de faire un point sur la dette de l'Agence de santé vis-à-vis du CHT de Nouméa. Une délégation de représentants du Territoire doit se rendre à Paris prochainement et évoquera ce sujet.

Extension du réseau Internet à Futuna

Depuis le mois d'octobre, les habitants de la région de Poi, Vele, Sisia et Kolia ont désormais la possibilité d'avoir accès à Internet. Cette ouverture résulte de la mise en place d'un système de lien radio hertzien (*wireless*), qui permet de couvrir des zones par voie aérienne même si elles ne sont pas reliées au réseau téléphonique. Le système s'avère moins coûteux et plus adapté que l'extension du réseau ADSL prévu à l'origine, sachant que de nombreuses lignes téléphoniques endommagées lors du passage du cyclone Tomas en 2010 n'ont toujours pas été remises en service. La pointe de Vele devrait pouvoir également profiter d'Internet d'ici la fin de l'année. Les abonnements proposés sont au même tarif qu'à Wallis. Quelques abonnés profitent déjà d'Internet grâce à ce système, et une quarantaine de demandes d'abonnement sont en attente.

368 418 billets...

Ce chiffre correspond au nombre de billets toujours en circulation émis par l'IEOM de Wallis-et-Futuna. La valeur globale de ceux-ci avoisine 2,24 milliards de francs CFP. C'est aussi une estimation du nombre de coupures qu'il faudra échanger à partir du lundi 20 janvier 2014, contre les nouveaux billets qui font aujourd'hui l'objet d'une campagne d'information. Ils seront plus compacts, dotés de signes de sécurité perfectionnés et intégreront des signes de reconnaissance spécifiques pour les malvoyants. Du 20 janvier au 30 septembre 2014, durant la période dite de « double circulation » des deux gammes, la population pourra régler ses achats aussi bien avec les anciens billets que les nouveaux billets en francs CFP. Les épargnants qui le désirent pourront déposer leurs anciens francs CFP sur leur compte selon les modalités définies par leur établissement bancaire. À partir du 1^{er} octobre 2014, seule la nouvelle gamme de billets aura cours légal et sera acceptée en tant que moyen de règlement dans les transactions commerciales. Les anciens billets resteront néanmoins échangeables, sans limitation de durée, auprès de l'IEOM.

Publications

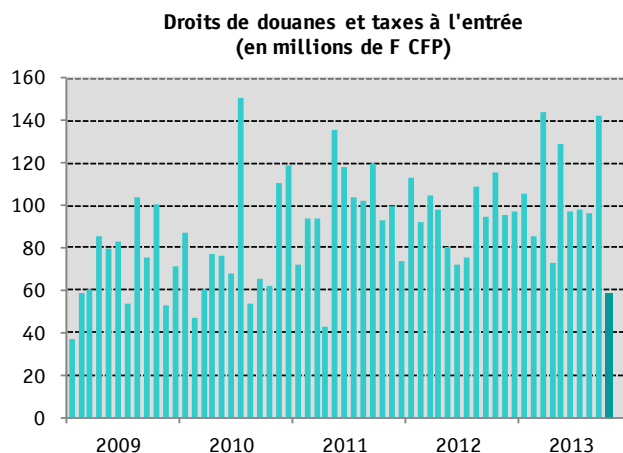
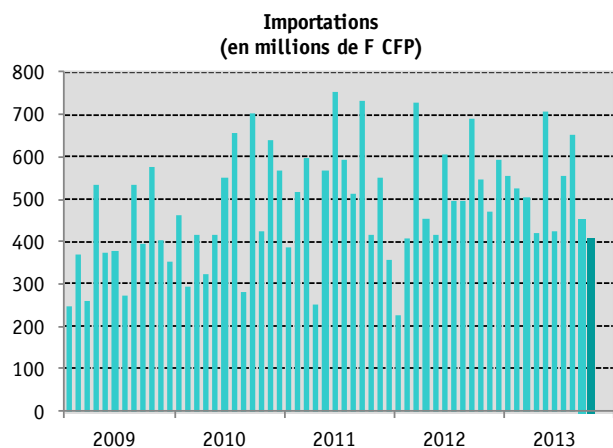
L'IEOM vient de publier une note dans la collection « Infos financières » : Observatoire des tarifs bancaires aux particuliers dans les COM du Pacifique. Celle-ci est téléchargeable sur notre site internet :

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/infos_financieres_observatoire_tarifs_bancaires_com_du_pacifique_octobre_2013.pdf

4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ /mois	▲ /an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			3T 13	115,05	-	0,6%
SMIG mensuel en XPF			oct-13	89 149	-	3,5%
Nombre d'emplois salariés			juin-13	2 108	-	2,2%
Échanges extérieurs (millions de XPF)						
Importations	mensuelles	oct-13	409	-10,3%	-25,0%	
	cumulées	oct-13	5 211	-	2,9%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	oct-13	59	-58,7%	-49,4%	
	cumulés	oct-13	1 029	-	7,7%	
Taxes intérieures de consommation	cumulées	oct-13	365	-	-4,6%	
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲ /mois	▲ /an	
Énergie						
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-13	1 642	7,7%	15,2%	
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	sept-13	587	-18,3%	5,5%	
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	sept-13	141	-21,4%	2,7%	
Transports						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	août-13	3 110	16,7%	47,4%	
	cumulé	août-13	19 348	-	4,6%	
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	août-13	1 259	9,2%	14,9%	
	cumulé	août-13	8 297	-	-5,2%	
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	oct-13	2	0,0%	-60,0%	
	cumulées	oct-13	41	-	28,1%	
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	oct-13	15	25,0%	-28,6%	

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEFW, SWAFEPF, Aviation civile

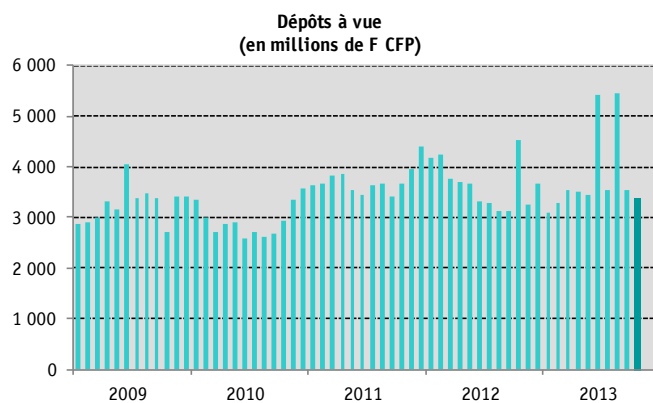
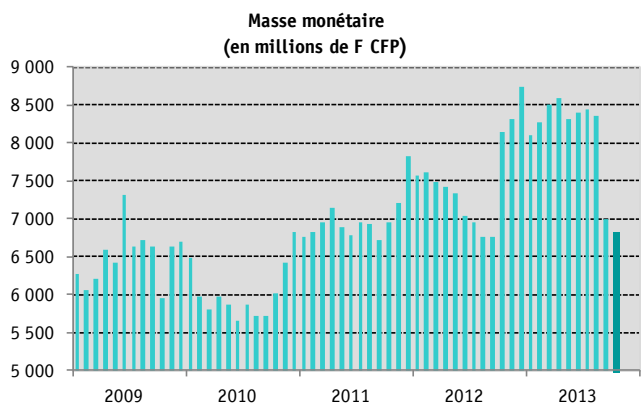


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Nette contraction de la masse monétaire et des dépôts à vue en rythme annuel

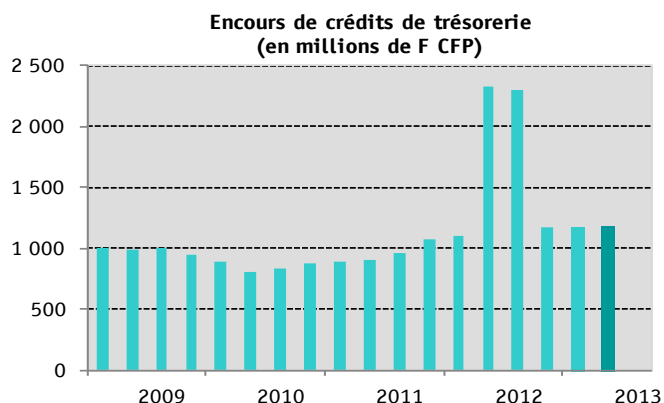
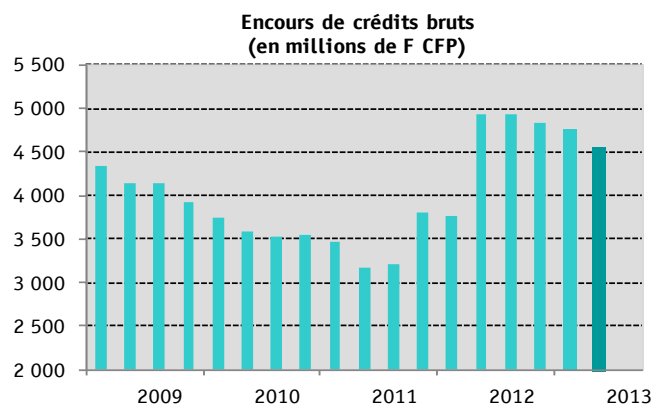
en millions de F CFP	oct-12	sept-13	oct-13	▲ /mois	▲ /an
Circulation fiduciaire	2 139	2 132	2 138	0,3%	0,0%
Dépôts à vue	4 538	3 546	3 366	-5,1%	-25,8%
Total M1	6 677	5 678	5 504	-3,1%	-17,6%
M2-M1	511	482	478	-0,9%	-6,5%
Total M3	8 151	7 002	6 823	-2,6%	-16,3%



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits sur l'année

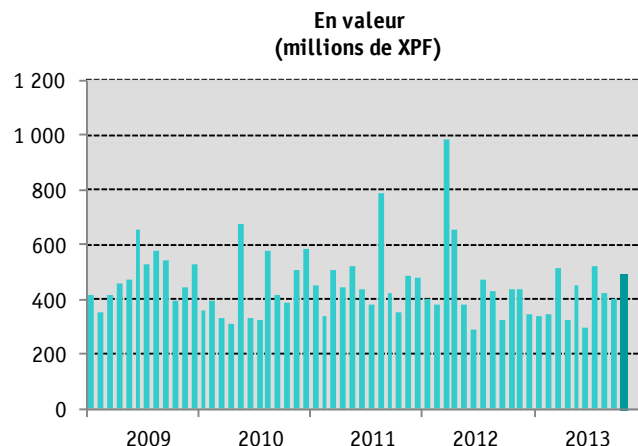
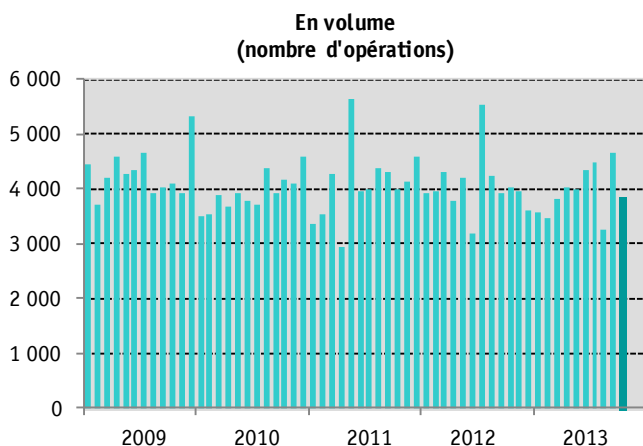
en millions de F CFP	juin-11	juin-12	juin-13	▲/an
Crédits de trésorerie	896	2 324	1 188	-48,9%
Crédits à l'équipement	1 136	1 429	2 168	51,7%
Crédits à l'habitat	353	401	447	11,5%
Autres crédits	207	263	283	7,7%
Total encours sain	2 592	4 418	4 086	-7,5%
Créances douteuses brutes	586	508	473	-7,0%
Total encours brut	3 178	4 926	4 559	-7,4%



Compensation

Progression des opérations de compensation en valeur

	oct-12	sept-13	oct-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 022	4 648	3 847	39 393	-17,2%	-4,4%
Compensation (en millions de CFP)	436	405	494	4 126	21,9%	13,3%



Incidents bancaires

Hausse des incidents de paiement sur chèque en glissement annuel

en nombre	oct-12	sept-13	oct-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	95	127	111	790	-12,6%	16,8%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	16	-	-

Interdits bancaires

Légère baisse du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	oct-12	sept-13	oct-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	402	374	371	-0,8%	-7,7%
- dont personnes physiques	392	358	356	-0,6%	-9,2%
- dont personnes morales	10	16	15	-6,3%	50,0%

Cotation

Réduction du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	oct-12	sept-13	oct-13	▲/mois	▲/an
Cotes valides	43	41	45	9,8%	4,7%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	12	17	16	-5,9%	33,3%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	▲/an
Indicateurs économiques				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3T	114,40	115,05	0,6%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	octobre	10	15	50,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	octobre	582	723	24,3%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	octobre	20	101	398,9%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	octobre	9	10	11,1%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	2 062	2 108	2,2%
dont secteur privé	juin	838	853	1,8%
dont secteur public	juin	1 224	1 255	2,5%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	octobre	510	528	3,5%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	octobre	392	356	-9,2%
décision retrait cartes bancaires (nb)	octobre	0	0	-
incidents paiements sur chèques (nb)	octobre	95	111	16,8%
importations de produits alimentaires (M XPF)	octobre	1 387	1 448	4,4%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	octobre	754	765	1,4%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	octobre	292	243	-16,8%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	octobre	12	5	-58,3%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	octobre	5 063	5 211	2,9%
exportations	octobre	-	-	-
recettes douanières	octobre	1 350	1 404	4,0%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	octobre	955	1 029	7,7%
dont taxes intérieures de consommation	octobre	382	365	-4,6%
Indicateurs financiers				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	octobre	4 538	3 366	-25,8%
M1	octobre	6 677	5 504	-17,6%
M2	octobre	7 188	5 982	-16,8%
Dépôts à terme	octobre	963	841	-12,6%
M3	octobre	8 151	6 823	-16,3%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	juin	203	200	-1,2%
dont crédits à la consommation	juin	1 453	1 537	5,7%
dont crédits à l'habitat	juin	1 186	1 212	2,2%
Entreprises	juin	268	325	21,2%
dont crédits d'exploitation	juin	2 638	2 255	-14,5%
dont crédits d'investissement	juin	1 290	17	-98,7%
Collectivités locales	juin	1 156	1 944	68,2%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	274	224	-18,1%
créances douteuses brutes	juin	52	70	34,5%
taux de créances douteuses	juin	508	473	-7,0%
	juin	10,3%	10,4%	0,1 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	juin	3 071	3 066	-0,1%
dont assurances-vie	juin	976	964	-1,2%
Sociétés	juin	1 665	1 535	-7,8%
Autres agents	juin	3 719	3 837	3,2%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, Contributions diverses

2 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Avance de trésorerie de 5 milliards de F CFP accordée par l'État

Répondant à la requête du Pays, l'État a octroyé à la Polynésie française une avance de trésorerie de 41,9 millions d'euros, soit 5 milliards de F CFP, remboursable sur deux exercices. Elle permettra au gouvernement de couvrir non seulement des créances en attente de règlement, mais aussi la part polynésienne des dépenses d'investissement liées au Contrat de projets et l'avance de trésorerie du Pays au Centre hospitalier de Polynésie française (CHPF).

Cette avance fera l'objet d'une convention État-Pays dont les modalités seront précisées au cours du prochain collectif budgétaire.

Avance de trésorerie du Pays au Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF)

Lors du Conseil des ministres du 30 octobre 2013, le gouvernement local a accordé une avance de trésorerie de 1,7 milliard de F CFP au CHPF afin qu'il puisse faire face à une dette cumulée auprès de ses fournisseurs d'un montant de 1,3 milliard de F CFP, et aux retards de paiement du Régime de solidarité (RSPF).

Défiscalisation

Réunie le 29 octobre 2013, la commission consultative des agréments fiscaux a examiné et approuvé six projets représentant un montant global d'investissement de 4,5 milliards de F CFP dans les secteurs du BTP, du tourisme, de la pêche hauturière et de l'industrie.

Pêche

Convention entre le Pays et la SEML Port de pêche de Papeete (S3P) d'un montant de 17 millions de F CFP

À la suite du Conseil des ministres du 30 octobre 2013, le gouvernement local a octroyé une subvention de fonctionnement à caractère exceptionnel de 17 millions de F CFP dans le cadre de la convention signée avec la S3P.

Cette aide financière a pour objectif de résorber le déficit structurel de l'établissement. Elle intervient en complément de la transformation en prêt à long terme d'une avance de trésorerie accordée à la S3P en septembre dernier.

Transport aérien

Rapport de la chambre territoriale des comptes sur la compagnie aérienne Air Tahiti Nui

Le 11 octobre 2013, la CTC a publié son rapport d'observations relatif à la gestion de la compagnie aérienne Air Tahiti Nui sur la période 2008-2011. Ce rapport souligne un déficit structurel d'un montant de 8,7 milliards de F CFP cumulé sur la période. La CTC fait également état de l'instabilité de la tutelle politique, ayant retardé les prises de décision, ainsi qu'une politique de couverture des risques carburant mal maîtrisée.

La CTC recommande la vente du 5^{ème} avion de la compagnie polynésienne et suggère le recours à une subvention publique pour la ligne Papeete-Tokyo, structurellement déficitaire.

Tourisme

Recettes touristiques d'un montant de 39,5 milliards de F CFP en 2011

L'Institut de la statistique de la Polynésie française (ISPF) a rendu public les résultats de sa dernière enquête sur les dépenses des touristes : en 2011, la Polynésie française a été visitée par 162 776 touristes internationaux qui ont dépensé 39,5 milliards de F CFP. Les croisiéristes représentent seulement 16 % de la fréquentation totale mais contribuent aux recettes touristiques à hauteur de 20 %, soit 7,7 milliards de F CFP.

Leur dépense moyenne par séjour est 25 % plus importante que celle des touristes terrestres du fait d'une durée moyenne de séjour plus longue de 2 jours et d'une dépense moyenne par jour supérieure de 9 %.

Redressement judiciaire pour le complexe hôtelier du Legends Resort de Moorea

Le lundi 28 octobre 2013, le Legends Resort Moorea, souffrant d'importantes difficultés financières et d'un faible taux d'occupation, a été placé en redressement judiciaire. Inauguré en 2009, le complexe de 46 villas de luxe est en période d'observation pour 6 mois afin d'éviter une éventuelle liquidation judiciaire.

BTP**Réaménagement de la place To'ata pour un montant de 400 millions de F CFP**

Un mois après la fin de la Coupe du Monde de Beach soccer, un montant de 400 millions de F CFP a été débloqué par le Pays pour les travaux de réaménagement de la Place To'ata. La reconfiguration des lieux prévoit une augmentation de la capacité d'accueil et une réorientation des enceintes sonores vers la passe de Papeete.

La livraison des nouveaux aménagements est prévue pour janvier 2014.

Perliculture**Succès de la 8^e édition de vente aux enchères internationale de perles de culture**

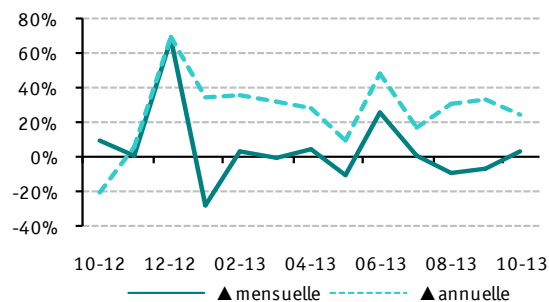
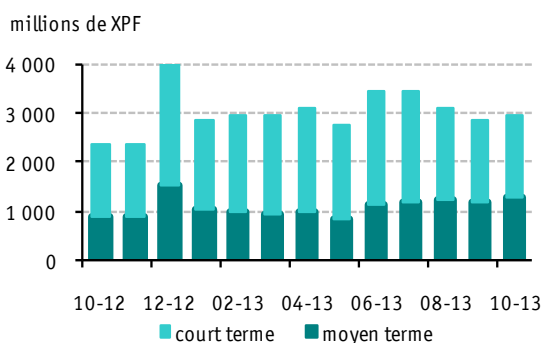
La vente aux enchères de perles de Tahiti organisée par le Groupement d'intérêt économique (GIE) Poe o Rikitea s'est achevée, le mardi 12 novembre 2013, avec une recette de plus de 283 millions de F CFP, dépassant les 270 millions de F CFP attendus. Au total, plus de 90 % des lots proposés a été vendu, dont une perle d'exception cédée pour un montant d'environ 1,5 million de F CFP. Les acheteurs internationaux présents provenaient principalement du Japon et de Hong-Kong.

La prochaine vente aux enchères se déroulera les 23, 24 et 25 mars prochain.

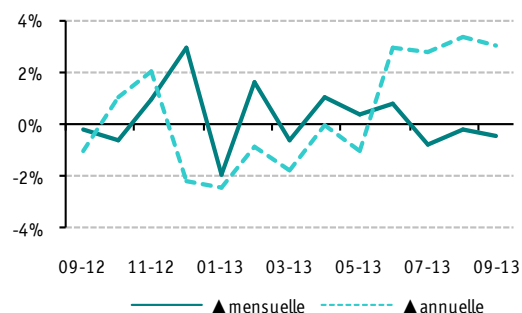
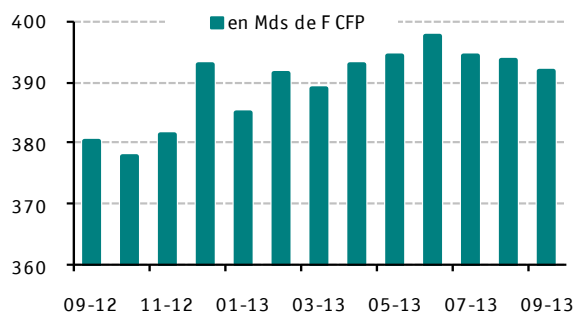
3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit**Hausse du refinancement**

en millions de F CFP	oct-12	sept-13	oct-13	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 507	1 704	1 679	-1,5%	11,4%
Utilisations à moyen terme	890	1 195	1 305	9,2%	46,6%
Refinancement total	2 397	2 899	2 984	2,9%	24,5%

**Masse monétaire****Légère contraction de l'agrégat M3 sur le mois**

en millions de F CFP	sept-12	août-13	sept-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 050	15 012	15 360	2,3%	2,1%
Dépôts à vue	144 504	153 610	154 364	0,5%	6,8%
Comptes sur livrets	100 566	98 427	98 042	-0,4%	-2,5%
Comptes d'épargne logement	342	426	418	-1,9%	22,4%
Dépôts à terme	117 700	124 265	121 898	-1,9%	3,6%
Autres	2 146	1 866	1 739	-6,8%	-18,9%
Total M3	380 307	393 606	391 821	-0,5%	3,0%



Évolution des principaux taux des crédits sur la place

Les conditions débitrices offertes par les établissements de crédit locaux sont orientées à la baisse sur le semestre, tant pour les entreprises que pour les particuliers.

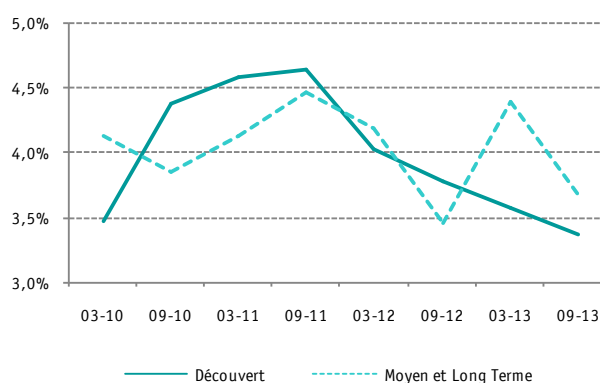
Nota Bene : depuis 2012, l'IEOM réalise une enquête mensuelle sur la production et le coût du crédit aux particuliers et aux entreprises auprès des banques locales qui lui déclarent l'ensemble des crédits qu'elles ont accordés. Publiés deux fois par an, sur les périodes janvier/février et juillet/août, les résultats permettent d'estimer les principaux taux moyens pondérés pratiqués sur la place. Compte tenu de la taille parfois restreinte des échantillons analysés et des populations d'entreprises concernées, les résultats et les comparaisons de ces enquêtes doivent être interprétés avec prudence.

Le coût du crédit aux entreprises - juillet et août 2013 : baisse des taux moyens constatés

L'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises réalisée sur les mois de juillet et août 2013 fait globalement ressortir une baisse des taux moyens pondérés (hormis pour les autres crédits à court terme) sur le semestre. Dans le détail, le taux moyen de l'escompte se replie de 1,13 point contre -0,72 point pour le taux moyen des crédits à moyen et long termes et -0,2 point pour le taux moyen du découvert.

Évolution du coût du crédit aux entreprises

Taux Moyens Pondérés (TMP)	03-10	09-10	03-11	09-11	03-12	09-12	03-13	09-13	▲/an	▲/6 mois
Escompte	6,7%	6,8%	7,1%	8,0%	6,2%	6,4%	6,5%	5,4%	-0,96 pt	-1,13 pt
Découvert	3,5%	4,4%	4,6%	4,6%	4,0%	3,8%	3,6%	3,4%	-0,40 pt	-0,20 pt
Autres Court Terme	4,8%	5,2%	5,4%	5,2%	4,6%	3,5%	3,6%	3,6%	0,05 pt	0,00 pt
Moyen et Long Terme	4,1%	3,9%	4,1%	4,5%	4,2%	3,5%	4,4%	3,7%	0,21 pt	-0,72 pt

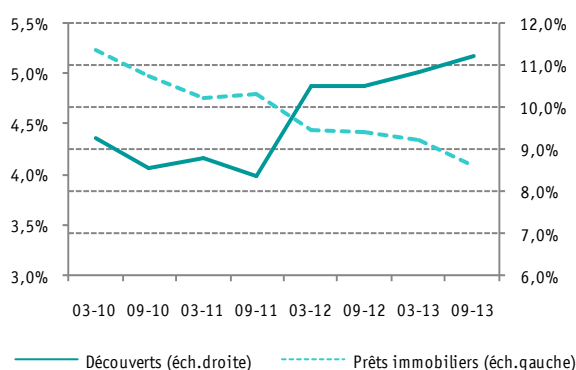


Le coût du crédit aux particuliers - juillet et août 2013 : progression du taux moyen des découverts

A l'issue de l'enquête réalisée en juillet et août 2013, le taux moyen des prêts immobiliers poursuit sa tendance baissière (-0,25 point sur le semestre). A l'inverse, les taux moyens des découverts et des prêts personnels supérieurs à 181 920 F CFP progressent, tant sur le semestre que sur l'année.

Évolution du coût du crédit aux particuliers

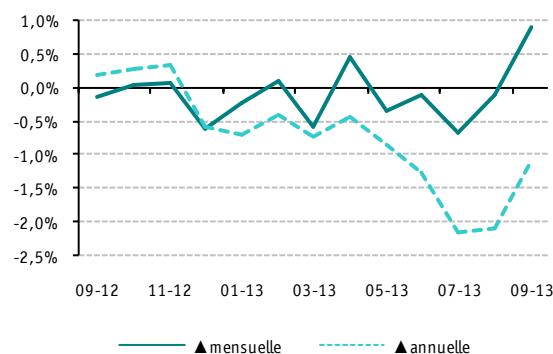
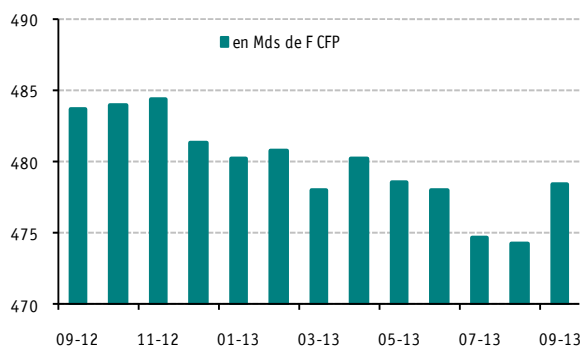
Taux Moyens Pondérés (TMP)	03-10	09-10	03-11	09-11	03-12	09-12	03-13	09-13	▲/an	▲/6 mois
Prêts immobiliers	5,2%	5,0%	4,8%	4,8%	4,4%	4,4%	4,3%	4,1%	-0,33 pt	-0,25 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP	13,3%	12,5%	13,4%	9,3%	10,9%	11,1%	11,3%	11,2%	0,14 pt	-0,09 pt
Découverts	9,3%	8,6%	8,8%	8,3%	10,5%	10,5%	10,8%	11,2%	0,76 pt	0,40 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP	8,1%	6,9%	6,6%	6,1%	6,8%	6,9%	7,0%	7,2%	0,28 pt	0,13 pt



Concours des banques locales à l'économie

Progression de l'encours global en septembre

en millions de F CFP	sept-12	août-13	sept-13	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	126 545	122 468	123 342	0,7%	-2,5%
Crédits d'équipement	67 517	65 121	68 926	5,8%	2,1%
Crédits à l'habitat	162 902	164 341	164 417	0,0%	0,9%
Autres crédits	66 713	61 505	61 936	0,7%	-7,2%
Créances douteuses brutes	60 045	60 737	59 808	-1,5%	-0,4%
Total Concours de Caractère Bancaire	483 723	474 173	478 429	0,9%	-1,1%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲/mois	▲/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	sept-13	106,6	107,6	108,0	0,3%	1,3%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	août-13	115,5	113,8	113,1	-0,6%	-2,1%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	sept-13	791	1 105	835	-24,4%	5,7%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	sept-13	11 889	11 866	12 457	5,0%	4,8%
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	sept-13	1 603	1 901	1 935	1,8%	20,7%	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	sept-13	45	69	64	-6,2%	42,2%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	sept-13	104	85	151	77,6%	45,2%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	oct-13	471	466	468	0,4%	-0,6%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	sept-13	1 865	1 765	1 818	3,0%	-2,5%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	sept-13	2 668	2 550	2 762	8,3%	3,5%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	sept-13	252	191	302	58,1%	19,8%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	oct-13	3 058	2 838	2 818	-0,7%	-7,8%	
<i>(sources : ISPF, IEOM)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	sept-13	375	805	496	-38,5%	32,2%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	sept-13	157	107	63	-41,4%	-60,0%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	sept-13	98	77	56	-28,0%	-43,4%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	sept-13	129	88	136	55,0%	5,2%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	sept-13	15	2	15	ns	4,3%	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	sept-13	29	20	24	19,9%	-17,4%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	sept-13	28	12	10	-13,5%	-63,6%	
Tourisme							
Nombre de touristes	août-13	16 002	17 289	14 655	-15,2%	-8,4%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	oct-13	64,4%	73,4%	67,7%	-5,7 pts	3,3 pts	
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
Indicateurs financiers							
(Encours banques locales en M FCFP)							
Dépôts							
Ménages	<i>Dépôts à vue</i>	sept-13	57 027	57 655	57 068	-1,0%	0,1%
	<i>Comptes sur livret</i>	sept-13	94 505	92 582	92 370	-0,2%	-2,3%
	<i>Dépôts à terme</i>	sept-13	61 700	69 005	68 071	-1,4%	10,3%
Entreprises	<i>Dépôts à vue</i>	sept-13	70 128	79 383	80 183	1,0%	14,3%
	<i>Dépôts à terme</i>	sept-13	44 307	45 518	43 595	-4,2%	-1,6%
Encours bancaires							
Ménages	<i>Crédits de trésorerie</i>	sept-13	76 824	76 526	76 479	-0,1%	-0,4%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	sept-13	142 097	144 606	144 936	0,2%	2,0%
Entreprises	<i>Crédits de trésorerie</i>	sept-13	48 175	39 885	41 083	3,0%	-14,7%
	<i>Crédits d'équipement</i>	sept-13	58 501	56 126	59 951	6,8%	2,5%
<i>(source : IEOM)</i>							

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,25%	13/11/2013
taux de la facilité de prêt marginal	0,75%	13/11/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	01/11/2013	0,05%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	28/05/2013	0,50%	3,25%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	28/05/2013	1,00%	
taux de l'escompte de chèques	28/05/2013	1,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/10/2013	30/09/2013	Var. M-1
EONIA	0,2280%	0,1790%	+ 0,049 pt
EURIBOR 1 mois	0,1300%	0,1280%	+ 0,002 pt
EURIBOR 3 mois	0,2300%	0,2250%	+ 0,005 pt
EURIBOR 6 mois	0,3510%	0,3400%	+ 0,011 pt
EURIBOR 12 mois	0,5480%	0,5390%	+ 0,009 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/10/2013	30/09/2013	Var. M-1
TEMPE	0,0924%	0,0805%	+ 0,012 pt
EURIBOR 1 mois	0,1280%	0,1280%	+ 0,000 pt
EURIBOR 3 mois	0,2260%	0,2230%	+ 0,003 pt
EURIBOR 6 mois	0,3410%	0,3400%	+ 0,001 pt
EURIBOR 12 mois	0,5410%	0,5430%	- 0,002 pt
TMO	2,6400%	2,7800%	- 0,140 pt
TME	2,4400%	2,5800%	- 0,140 pt
TRBOSP	2,5800%	2,6700%	- 0,090 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2013
banques locales		
taux d'intérêt légal		JORF
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP			
	date	31/10/2013	30/09/2013	30/08/2013	31/10/2013	30/09/2013	30/08/2013	31/10/2013	30/09/2013	30/08/2013
taux JJ		0,150%	0,100%	0,150%	0,069%	0,076%	0,081%	0,440%	0,440%	0,460%
3 mois		0,230%	0,290%	0,300%	0,143%	0,153%	0,154%	0,520%	0,540%	0,530%
10 ans emprunts phares		2,580%	2,660%	2,780%	0,600%	0,690%	0,730%	2,550%	2,740%	2,780%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er octobre 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consenti	7,96%
Prêts à taux fixe	5,03%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,75%
Prêts à taux variable	4,45%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,77%
Prêts-relais	5,29%	Découverts en compte (1)	13,28%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,41%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,23%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	15,17%	Découverts en compte (1)	13,28%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,52%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	87,4802	1 NZD/XPF	72,5421	1 HKD/XPF	11,2834	1 GBP/XPF	140,3573	
100 JPY/XPF	89,0602	1 AUD/XPF	83,1406	1 SGD/XPF	70,6230	100 VUV/XPF	91,9731	1 FJD/XPF	47,6926